

**Commission :** Numérique - Conseil des secrétaires d'Etat des ministres de la Défense et des Armées

**Problématique :** Comment l'UE peut-elle assurer un usage éthique du numérique ?

**Auteur :** Grèce

La Grèce, dont la capitale est Athènes, est un pays du sud-est de l'Europe peuplé de 10,4 millions d'habitants et qui s'étend sur 131 957 km<sup>2</sup>. Notre pays est dirigé par une république parlementaire et notre présidente actuelle est Ekateríni Sakellaroúlou. Son gouvernement actuel est dirigé par le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis, élu en juillet 2019. Son parti nommé Nouvelle Démocratie a remporté une victoire écrasante lors des élections législatives, mettant fin à quatre ans de gouvernement de la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA). Le ministre de la Défense actuel est Nikos Panagiotopoulos et ce depuis le 9 juillet 2019. Depuis son arrivée au pouvoir, notre gouvernement a mis en place de nombreuses réformes économiques et politiques visant à stimuler la croissance économique de notre pays ainsi qu'à améliorer les services publics tels que l'éducation, les transports ou la santé. De plus, notre gouvernement a travaillé au renforcement des échanges et relations internationales avec notamment la Turquie, les États-Unis et l'Union Européenne. En ce qui concerne la politique intérieure, notre gouvernement a adopté une approche plus stricte en termes de lutte contre la criminalité et de l'immigration illégale. Dans un tout autre domaine qui est le numérique, notre pays s'implique de plus en plus, dans le but de développer des outils numériques faciles d'accès et d'utilisation tout en assurant un usage éthique de ces derniers.

La Grèce a adhéré à l'Union européenne en 1981 et depuis nous ne cessons de collaborer avec, ainsi qu'avec tous ses états membres. Nous faisons partie de cette union depuis plus de 40 ans et cela est bien parti pour durer encore de nombreuses décennies. Depuis notre adhésion nous avons toujours été au côté de cette union dans l'objectif de résoudre les problématiques du passé, du présent et du futur. Et nous comptons être présents une fois de plus au côté de l'Union Européenne pour assurer un usage éthique du numérique. On peut noter que la Grèce est le berceau de la démocratie moderne et que nous souhaitons implanter cette idée de liberté et d'égalité dans le monde numérique de demain.

Le numérique est une partie intégrante de nos vies. Il est maintenant présent dans le quotidien de chacun, que ce soit dans la sphère privée ou publique comme au travail par exemple. Cela entraîne un bon nombre d'aspects positifs, tels que la facilitation de certaines tâches. Mais le numérique peut aussi amener à des dérives et c'est pour cela que chaque pays, comme le nôtre, et chaque institution telle que l'union européenne se doit d'assurer un usage éthique de ce dernier. Pour ce faire, nous avons mis en place une bible de transformation numérique allant de 2020 à 2025. C'est notre ministère numérique qui l'a introduite en 2020. Cette dernière a pour but de présenter notre stratégie de numérisation pour notre société et notre économie. Nous nous sommes fixé 7 objectifs d'ici 2025, dont le plus important est un accès sûr, rapide et fiable à internet pour tous. Pour répondre à ces objectifs nous avons déjà prévu 16 mesures et actions. Par ailleurs, 5 de ces mesures sont déjà en cours d'application; celles-ci visent pour l'instant à l'extension du réseau internet dans les régions les plus reculées du pays, sa fluidification et l'augmentation de son débit pour permettre à chaque personne d'obtenir un accès à internet stable depuis n'importe où. De plus, nous avons promulgué en parallèle un certain nombre de lois visant à assurer un usage éthique du numérique et notamment à lutter contre la désinformation et à assurer la protection des données et de la vie privée. Notre législation prévoit dorénavant des sanctions pour les atteintes à la vie privée en ligne, telles que la collecte illégale de données personnelles ou le piratage informatique. Nous avons également mis en place des programmes de sensibilisation pour encourager l'utilisation responsable de la technologie, en particulier auprès des jeunes générations. Nous avons aussi lancé des campagnes pour lutter contre la cyberintimidation et le harcèlement en ligne, ainsi que pour promouvoir l'éducation numérique. Nous croyons que cette initiative va permettre de sensibiliser la population sur le thème de la sécurité en ligne qui est à l'heure actuelle encore trop négligée. Nous avons également travaillé à la mise en place d'un cadre réglementaire favorable pour l'économie numérique, en encourageant la concurrence et en protégeant les droits de propriété intellectuelle. En outre, nous avons créé des centres d'innovation numérique pour encourager la collaboration entre les entreprises et les universités, et pour soutenir les start-ups dans le secteur technologique.

Pour conclure, la Grèce est pleinement engagée dans la promotion de l'innovation numérique et de l'usage éthique de la technologie. Nous continuerons de travailler pour créer un environnement propice à la croissance et à l'innovation, tout en protégeant les droits et la vie privée de nos citoyens.